

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

18^{ème} année - N° 3180 - Mardi 19 Juin 2018 - Prix : 200 Fc

TRANSPORT AÉRIEN

Vol inaugural de Turkish Airlines aux Comores



QUERELLE AU SEIN DU PARTI RADHI

L'armistice, pas pour demain

LIRE PAGE 3

Le Tourisme, "un secteur incontournable pour le développement du pays"

LIRE PAGE 2

**Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com**



Pharmacie de garde

Pharmacie Caltex: 773 53 60

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Juin 2018**

Lever du soleil:
06h 21mn
Coucher du soleil:
17h 50mn

Fajr : 05h 12mn
Dhouhr : 12h 10mn
Ansr : 15h 05mn
Maghrib: 17h 53mn
Incha: 19h 07mn



Le Tourisme, "un secteur incontournable pour le développement du pays"

Le vice-président chargé du Ministère de l'Economie, de l'Energie, de l'Industrie, de l'Artisanat, du Tourisme, des Investissements, du Secteur privé et des Affaires foncières, Djaffar Ahmed Saïd Hassane a officiellement ouvert sous la présence des acteurs potentiels l'Atelier National pour l'élaboration de la stratégie du tourisme durable aux Comores en présence des acteurs du secteur.

Atelier sur la stratégie pour un tourisme durable



Le tourisme est un des secteurs acteurs prioritaires pour relancer l'économie et le développement social d'un pays. Aux Comores, il est resté au second plan malgré les déclarations affirmées pendant des décennies et cela paralyser pendant une dizaine d'années malgré le patrimoine très riche capable de faire du pays une destination le capital touristique unique au monde, une destination de nature et de découverte. « Le tourisme s'impose comme un secteur incontournable du développement économique et des échanges internationaux », lance d'emblée Djaffar A.S Hassane. De ce fait, le vice-président chargé du Tourisme a la volonté de faire des Comores la destination mondialement reconnues en la matière au vue de la richesse de son patrimoine naturel, culturel et humain. Sur ce, les priorités à venir sont, selon le ministère tutelle, « l'amélioration de l'accessibilité de la destination Comores sur l'ensemble des îles de l'archipel et donner une grande visibilité à cette destination tant au niveau national qu'international, la gestion durable effective, la facilitation des investissements hôteliers et touristiques et la compétitivité

accrue des services hôteliers et des prestations touristiques ».

« Le tourisme mondial est en croissance incessante depuis six(6) ans et le nombre de voyageurs a quadruplé en trente(30) ans », explique le ministre chargé du secteur. Ce qui reste un défi majeur pour le pays car dans la région indianocéanique les hausses sont considérables sauf pour les îles de la lune (19% pour Maurice

en 3ans et 32% pour les Seychelles).

« Le développement du tourisme est donc à nos yeux un réel levier pour le développement économique et nous entendons bien faire tout ce qui est en notre pouvoir pour permettre son développement dans des conditions propices à ce qu'il bénéficie à tous », promet Djaffar A. S. Hassane.

Ce dernier explique lors de ce

son discours d'ouverture que la mise en valeur du secteur permettra au pays de tirer sa juste part afin de réduire le chômage en proposant une main d'œuvre de qualité accompagnée d'une offre touristique originale qui va s'inspirer des désirs et des besoins de la clientèle. « C'est pour se réaffirmer cette volonté, que le gouvernement comorien par le truchement de la Vice-présidence en

charge du ministère du Tourisme a accédé à l'adhésion de l'Organisation Mondiale du Tourisme », montre-t-il.

En clôturant son allocution Pour finir, M. Djaffar a montrée les avantages que peuvent tirer le pays avec la mise en valeur et le développement d'un du secteur qui est hautement stratégique pour pays.

« Nous savons que le tourisme, de part son caractère transversal, combine à la fois l'industrie, l'artisanat, le secteur privé et la société civile, le foncier ainsi que le PME », rappelle le ministre tutelle. « Notre ambition est de parvenir à l'élaboration d'une stratégie nationale du tourisme durable faisant du tourisme un des secteurs prioritaires permettant de déclencher une véritable dynamique de croissance économique et sociale et la création d'emploi décent », a-t-il conclut.

A.O Yazid

ENTREPRENARIAT

7 candidats pour le prix du meilleur entrepreneur et celui du meilleur porteur de projet

Synergie jeune a lancé depuis mai dernier, un concours pour le meilleur jeune entrepreneur et le meilleur porteur de projet. Sur 30 candidats, 7 ont été retenus dont 3 dans la catégorie « meilleur entrepreneur » et 4 pour le « meilleur porteur de projet ».

Pour pousser les jeunes à s'investir dans l'entrepreneuriat, Synergie Jeunes Comores a lancé un concours pour le meilleur

entrepreneur et le meilleur porteur de projet. 30 candidats d'Anjouan, de Mohéli et de Ngazidja ont répondu à l'appel. Le jury a retenu 7 candidatures dont 3 dans la catégorie « meilleur entrepreneur » et 4 dans la catégorie « meilleur porteur de projet ».

« Cette année, nous sommes contents car on a eu différents projets intéressants et variés. Des projets dans l'élevage, dans l'agroalimentaire, la cosmétique, le théâtre et

un projet sur l'éducation », explique Farida Djalim, la présidente de Synergie Jeune. Contrairement aux précédentes années, cette année a vu la participation de 60% d'hommes et 40% de femmes.

Les 7 candidats retenus vont passer devant un jury le 23 juin prochain sous forme d'Elevator Peech et un coach sera engagé pour les aider à mieux présenter leur projet devant le jury. « Le jury va délibérer sur le meilleur entrepreneur, le

meilleur porteur de projet et un coup de cœur du jury », assure Farida Djalim avant d'ajouter qu'« ensuite suivra la cérémonie de récompense le 5 juillet pour les candidats ».

Pour rappel, le but de Synergie Jeunes Comores est d'encourager les jeunes à se lancer dans la création d'entreprise et leur dire qu'on peut réussir en entrepreneuriat aux Comores.

Mohamed Youssouf

NÉCROLOGIE / DÉCÈS DE DIGUERA

La jeunesse et les sportifs comoriens ont perdu un érudit

Mohamed Ali Diguera était un homme de principe et de conviction. Il laisse derrière lui une famille de cinq enfants. Il est un des fondateurs de « Mayecha Bora » un parti politique, courant Soilihiste, que certains qualifient, à tort ou à raison, d'obédience marxiste-léniniste. Il était le maire de son village d'adoption « Kurani ya Sima ». Il a rendu l'âme à Moroni le week-end dernier et a été enterré dans cette même agglomération.

Dans la Grande île, à Diego-Suarez, sur le plan de la Jeunesse, il était membre de Kiady [scoutisme laïc, ndlr]. Et dans le Sport, il était licencié au Coin nord Club de Diego. Il jouait en défense. Il a érigé en credo un système caractéristique. Je cite : «

L'homme passe, le ballon reste. Ou vice-versa. Mais jamais les deux. Sinon, pourquoi on m'a confié le poste de défenseur », aimait-il répéter. Quand il a raccroché, il s'est reconverti en encadreur technique.

Sur le plan professionnel, au titre de technicien, il a exercé dans la base navale de Diego. Quand les français et leur société ont été priés de quitter Madagascar par le régime socialiste du président Didier Ratsiraka, la base navale a plié bagage. Les techniciens français, comoriens et malgaches ont regagné une autre base navale, installée à Toulon (France). Piqué par un sursaut patriotique, il rentre définitivement aux Comores. Sur place, il a fondé la 1ère, et à ma connaissance la dernière, une société de rebobinage.

Il a continué à militer dans la

Jeunesse et le Sport. Il est commissaire et fondateur de Wezo Mbeli, l'Association Nationale du Scoutisme Comorien. Le scoutisme est un mouvement de jeunesse reposant sur l'apprentissage de valeurs fortes, telles que la solidarité, l'entraide et le respect. Son but est d'aider le jeune individu à former son caractère et à construire sa personnalité tout en contribuant à son développement physique, mental et spirituel afin qu'il puisse être un citoyen actif et utile dans la société. Dans le Sport, notamment le football, il est le pionnier des règlements généraux. Il a entraîné l'équipe des Comores, et une saison, la sélection de Ngazidja.

Diguera a rendu l'âme, dans la matinée du 17 juin 2018, au domicile de sa fille Dr Saïnda Mohamed Ali, à Moroni. Il est originaire de

Chouani. Mais, la prière funèbre a eu lieu dans la capitale et les funérailles à Kurani-Sima (Badjini-Gwengwe). Diguera était un homme de dialogue, de terrain et d'ardeur.

La Gazette des Comores présente à la famille ses condoléances les plus attristées.

Bm Gondet



TRANSPORT AÉRIEN

Vol inaugural de Turkish Airlines aux Comores

Hier, Turkish Airlines a effectué son premier vol à l'aéroport international Moroni Prince Saïd Ibrahim (AIMPSI). Devant plus de 150 officiels dont le vice-président chargé des Transports, Abdallah Saïd Sarouma, le directeur général de l'AIMPSI, celui de l'Aviation civile ou encore l'Ambassadeur Honoraire de Turquie résident à Madagascar, la compagnie de renommée internationale qui compte desservir l'archipel pendant les grandes périodes a organisé une cérémonie inaugurale haute en couleur.

Annoncée depuis plusieurs mois, la compagnie Turkish Airlines a atterri sur le tar-

mac de Hahaya, hier lundi 18 juin aux environ de 14 heures. Avec une ligne Istanbul-Mahé-Moroni, au départ des grands aéroports mondiaux en seulement 7h40min, la compagnie turque effectuera des vols en période limitée; toutefois, des discussions sont en cours afin qu'elle s'installe durablement et cela pour toute l'année. Via Istanbul, Turkish Airline compte rallier la capitale des Comores avec 300 destinations dans le monde sur 3 vols hebdomadaires.

Quelques mois après l'arrivée d'Ethiopian Airlines aux Comores, c'est au tour de Turkish Airlines de s'installer officiellement. A noter que les îles de la Lune sont la 304e destination de cette compagnie sur

173 pays et la 53e en Afrique. Devant cette nouvelle destination, Turkish Airlines a prévu d'offrir les meilleurs services possibles avec son Airbus A330-300 de 300 places. Une compagnie de renommée internationale, avec plus de 60 millions de passagers internationaux l'année dernière et qui compte faire plus cette année.

Présent, l'ambassadeur honoraire turc avec résidence à Madagascar a évoqué l'honneur de son pays de pouvoir entretenir des relations de bonne entente avec les Comores. Rappelant les aides récentes que son pays a apportées aux Comores, notamment la réhabilitation du Centre national de documentation et de recherches scientifiques (Cndrs)

et celle du centre de pompage d'eau de la Mamwé à Vouvouni, ce dernier a évoqué la donation militaire que va apporter la Turquie aux Comores dans les jours à venir.

« Être là aujourd'hui pour cette cérémonie me donne le sentiment d'un devoir accompli pour le peuple des Comores », a déclaré Metin Hüsrev ÜNLER, Ambassadeur de la République de Turquie en Union des Comores avec résidence à Antananarivo. De son côté, le vice-président en charge des Transports, Abdallah Saïd Sarouma a souligné une coopération fiable sur tous les plans. M. Sarouma a promis que les négociations sont entamées pour maintenir cette compagnie dans les airs comoriens le plus longtemps

possible. « Turkish Airlines va desservir les Comores pendant une longue période. Rien n'est provisoire », a-t-il déclaré.

Avant de montrer la politique du gouvernement pour la libération et le développement dans le secteur aérien, M. Sarouma a dit que « les deux parties vont appuyer les efforts fournis afin d'assurer la sécurité aérienne et le développement de l'aviation pour pousser la croissance économique ». Pour finir, il a promis une concurrence loyale, sécurisée et adéquate pour toute les compagnies sur place.

A.O Yazid

QUERELLE AU SEIN DU PARTI RADHI

L'armistice, pas pour demain

Radhi a adhéré à la mouvance présidentielle pour la concrétisation des engagements pris aux Assises nationales et non pour la politique du ventre. C'est la réponse cinglante que Houmedi Msaidie apporte à la sortie médiatique du président du conseil national du Radhi, reprochant au secrétaire général du parti d'avoir échoué à faire rentrer son parti au gouvernement Azali.

Décidément le démon a du mal à quitter le parti Radhi embourbé dans une querelle intestine sans précédent qui risque de le plonger dans un avenir incertain. Après la guerre larvée des des principaux leaders de cette formation politique parmi les six légalement reconnu, la sortie médiatique de Abdillah Ben Houmedi, président du conseil national, n'est pas de nature à apaiser la situation. Dans un entretien accordé à des journalistes à Anjouan et dont le journal Al-watwan a relayé de larges extraits, le président du conseil national charge le secrétaire général et regrette que son parti n'ait pas eu sa part dans le gouvernement.

« Le problème n'est toutefois pas notre alliance avec le pouvoir, mais plutôt que l'on n'ait pas enfin notre part dans ce pouvoir ! Il y en a qui sont venus après nous et qui ont déjà eu quelque chose. En politique, l'on n'attend pas d'être rétribué le jour du jugement dernier, mais ici-bas!», rapporte le quotidien gouvernemental. Des propos qui vont faire rebondir le patron du Radhi, Houmedi Msaidie qui ne tardera pas à réagir avec l'énergie qu'on lui connaît.

« La déclaration du président du conseil national du Radhi reflète la position de la tendance du parti battue lors du congrès national du 6 au

7 avril dernier », a-t-il déclaré. « La tendance majoritaire issue du 1er congrès s'inscrit dans le processus des assises nationales avec comme objectif la mise en œuvre des réformes arrêtées d'un commun accord », a-t-il ajouté. Et de poursuivre : « pour la tendance majoritaire, il n'y a pas à partager un gâteau dont on n'a pas participé à la confection. Par conséquent Radhi a adhéré à la mouvance présidentielle pour la concrétisation des engagements issus des assises et non pour la poli-

tique du ventre ».

A noter que cette formation politique fondée il y a près de cinq ans traverse une période difficile. Une guerre de tranchée est déclenchée entre deux courants. D'une part les pro-Msaidie et de l'autre les pro-Abdou Soefo qui ne s'empêchent pas de s'envoyer des crochets par médias interposés.

Maoulida Mbaé



LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX MINEURS

L'Adsf pour former et aider les victimes

L'association « Agir pour le développement de la santé des femmes » (Adsf) vient de voir le jour à Moroni. Elle a pour seul objectif la lutte contre les violences faites aux femmes et aux mineurs. Un projet parrainé par le gouvernement australien à travers son Programme d'aide directe (Pad) qui le finance à hauteur de 17 millions de francs comoriens.

Chabani Bourhane chef du bureau de l'Adsf à Moroni



Les viols des mineurs et les violences à l'endroit des femmes ne diminueront pas tant qu'il n'y aura pas de politique de prise en charge et une harmonisation du travail des différents acteurs. C'est le constat de Chabani Bourhane, chef du bureau de l'Adsf à Moroni. L'association « Agir pour le développement de la santé des femmes » a pour but la lutte contre

les violences faites aux femmes et aux mineurs. À l'issue d'une tournée effectuée à Ngazidja, Ndzuani et Mwali, le bureau national de l'Adsf s'approprierait à lancer, officiellement, son projet qui est parrainé par le gouvernement australien à travers son Programme d'aide directe (Pad) qui le finance à hauteur de 17 millions de francs comoriens.

Chabani Bourhane, le chef du bureau de l'Adsf-Comores, hier dans les locaux de l'association sis à Moroni Magoudjou, avance que ce projet mis en place depuis mai dernier, va s'étendre sur 12 mois. Chaque mois, « une formation devrait être dispensée avec une causerie organisée dans un village choisi pour sensibiliser la population », explique le chef du bureau Adsf. Une association qui s'engage à dispenser des formations sur la prise en charge médicale et psychologique, à favoriser le travail en réseau des cellules d'écoute et à renforcer leurs capacités ainsi que celles des médecins, des juges, des avocats, des gendarmes et policiers.

Il plaide, de même, pour une prise en charge psychologique des

auteurs de viols pour éviter les récidives. « La justice doit comprendre que la prison ne constitue pas un traitement. La récidive est synonyme de pathologie. Quelqu'un qui a été écroué plusieurs fois pour viol, même s'il est emprisonné dix ans, est susceptible de rechuter s'il n'est pas suivi psychologiquement », explique-t-il. Il se rappelle que 503 cas de maltraitance ont été enregistrés en 2017 contre 350 en 2003. Une augmentation de plus de 150 cas en 14 ans.

Le prochain recensement laisserait percevoir un taux « alarmant » de 20 femmes sur 100, victimes de maltraitance aux Comores. L'Adsf-Comores prévoit de lancer une série de formations sur la « prise en charge psychologique » des enfants et des femmes victimes de violences, lundi prochain, sur l'île de Djumbe Fatima.

Ibnou M. Abdou



COMMUNIQUE DE PRESSE



La Directrice Régionale de l'UNICEF, Mme Leila Gharagozloo-Pakkala sera aux Comores pour une mission officielle du 19 au 21 juin 2018.

Différentes visites de courtoisie auprès des autorités ainsi que des rencontres avec les partenaires au développement sont prévues.

Cette visite sera aussi l'occasion pour la Directrice Régionale d'aller sur le terrain pour visiter les programmes du Gouvernement appuyés par l'UNICEF dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la protection de l'enfant.

Madame Leila Pakkala est la Directrice Régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et du Sud depuis le 17 Mars 2014. Basée à Nairobi, elle est responsable du leadership, de la gestion et de l'orientation pour les 21 bureaux pays que couvre la région.

Mme Pakkala a plus de 25 ans d'expérience professionnelle pendant lesquels elle a travaillé pour l'UNICEF en Suisse, au Mozambique, en Somalie, aux Etats Unis, l'ancienne Yougoslavie, l'Ouganda. Elle a aussi travaillé pour le PNUD et le secteur privé en Ethiopie et au Lesotho.

De 2010 à 2014, Mme Pakkala a été Directrice de l'UNICEF pour la mobilisation des ressources et du partenariat basée à Genève. De 2004 à 2010, Mme Pakkala était Représentante de l'UNICEF au Mozambique. De 2001 à 2004, elle était la Représentante Adjointe de l'UNICEF en Somalie. De 1999 à 2001, elle était basée à l'UNICEF New York où elle était chargée de la coordination et de la mobilisation des ressources pour les crises humanitaires. Pendant cette période, elle a également été Coordinatrice humanitaire pour la Macédoine et le Kosovo. De 1997 à 1999, Mme Pakkala était Conseillère auprès de l'UNICEF en Ouganda, chargée de l'appui psychosocial aux enfants dans les zones de conflit du Nord et de l'Ouest du pays.

De 1994 à 1997, Mme Pakkala a servi comme chargée de communication pour le PNUD en Ethiopie, et de 1990 à 1993 comme consultante des Nations Unies au Lesotho.

Mme Pakkala est de nationalité Iranienne et détient des diplômes post-universitaires en Psychologie avec spécialisation en Counseling et Thérapie Supportive (1992), et en Education Spéciale (1989). Elle est spécialiste de la psychologie du développement de l'enfant.